

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/De-la-resilience-de-l-Amerique-Latine-Une-decouverte-de-la-Banque-Mondiale>

# **De la résilience de l'Amérique Latine :Une découverte de la Banque Mondiale !!**

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : dimanche 26 juillet 2009

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Par Estelle Leroy-Debiasi.

[El Correo](#). Paris, le 26 Juillet 2009.

Lors d'une réunion début juillet au Chili, le président de la Banque Mondiale a dressé un panorama quasi élogieux de l'Amérique latine. Il y est dit : « L'Amérique Latine se trouve dans une situation bien meilleure que d'autres régions pour affronter les conséquences de la crise économique mondiale grâce aux enseignements tirés des crises antérieures et à la mise en oeuvre de pratiques fiscales saines et prudentes ». (Voir : [La Banque mondiale fait l'éloge de la résilience de l'Amérique latine face à la crise financière mondiale](#))

Le message pourrait flatter l'égo des dirigeants des pays latinoaméricains, mais ce serait se contenter d'un satisfecit à bas prix. L'Amérique Latine surtout aujourd'hui, à l'heure d'un coup d'Etat curieux au Honduras dont on sent que de grands intérêts économiques étasuniens sont derrière- ne peut se permettre de ramasser ses lauriers sans rappeler que son combat ces dernières années fut long et difficile, et surtout qu'il a suscité aussi beaucoup d'animosité de la part de certaines grandes puissances mondiales et d'organisations internationales.

Aujourd'hui, la majorité des dirigeants du cône sud est orientée à gauche et mène, non sans se heurter parfois à quelques coups bas, des politiques audacieuses orientées en ce sens. N'hésitant pas, dans un souci de plus grande égalité, de meilleure répartition des richesses, à battre en brèche ce qu'à tort certaines grandes multinationales considéraient comme des situations acquises *ad vitam aeternam*. Que ce soit Chavez au Venezuela ou Morales en Bolivie, à travers leurs politiques sur le partage des bénéfices des matières premières ou même Kirchner en Argentine en luttant contre l'évasion des capitaux, ou en affrontant le monde de la « Société Rural » (Oligarchie des propriétaires terriens), taxant les exportations de soja ou de blé ce qui a pesé sur son camp aux dernières élections.

Robert B. Zoellick s'est déclaré particulièrement « impressionné par la façon dont les plus grandes économies latinoaméricaines ont composé avec l'impact de la turbulence financière mondiale, dont l'épicentre, à la différence de précédents épisodes, s'est situé dans les pays développés avant de se diffuser à d'autres économies émergentes clés ». Certes, il a insisté, en particulier, sur les succès du Brésil, du Mexique, de la Colombie, du Chili et du Pérou qui ne sont pas les Etats les plus avant-gardistes du continent !

« Face à la crise, plusieurs pays d'Amérique Latine se sont retrouvés dans une situation très favorable, avec des budgets solides, des réserves plus consistantes, un climat plus propice aux affaires, une gestion des taux de change souple ainsi que de bons systèmes de sécurité sociale », a-t-il indiqué.

Il ne faut pas oublier qu'il y a quelques années, c'est sous la houlette du FMI et indirectement de la Banque Mondiale que certains de ces pays ont dû se plier à des programmes des plus aberrants passant par des privatisations systématique, des réductions budgétaires qui ont dû par la suite, comme en Argentine donner place à des renationalisations comme pour les systèmes de retraite. Et finalement si certains pays d'Amérique Latine en sont là aujourd'hui, - et même personne n'est pas épargné par une crise systémique- c'est aussi qu'ils ont su tracer leur chemin, tournant le dos aux injections déplacées du FMI, comptant dans le plus grand chaos sur leurs propres ressources y compris humaines, grâce à de nouvelles voies économiques.

Quelle surprise toutefois de l'entendre dire que « suite aux leçons tirées des crises des années 80 et 90, il est crucial de sauvegarder les acquis sociaux de ces dernières années ». Et que « l'une de ces leçons était la nécessité de disposer de ressources suffisantes pour pouvoir maintenir en place le filet de sécurité de la protection sociale et pouvoir ainsi venir en aide aux plus vulnérables, tout en s'efforçant de retrouver la stabilité macro-économique ».

« Si vous n'y prenez pas garde et que la malnutrition progresse ou que les enfants ne peuvent plus aller à l'école,

vous risquez de perdre toute une génération », a déclaré M. Zoellick, ajoutant que la Banque mondiale a consacré 4,5 milliards de dollars l'année dernière aux programmes des filets de sécurité sociale.

Plaidant pour sa paroisse, le patron de la Banque Mondiale après avoir rappelé que certains pays notamment d'Amérique Centrale étaient plus fragiles que d'autres, a ajouté que les institutions multilatérales se doivent de jouer un rôle majeur en tant que sources de financement dans un environnement de crédit de plus en plus restrictif pour les économies en développement : « L'Amérique latine s'est trouvée tout en haut de la liste des bénéficiaires de financements de la part du Groupe de la Banque mondiale au cours de l'exercice qui vient de se terminer ». En outre, une récente initiative commune de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de la *Corporación Andina de Fomento*, en conjonction avec d'autres donateurs, a promis l'octroi à la région de 90 milliards de dollars au titre de l'assistance sur une période de deux ans.

Autre expérience, selon lui, acquise au cours des crises précédentes est l'importance à accorder à l'investissement et au développement des infrastructures pour créer des emplois. La Banque mondiale a affecté 20,7 milliards de dollars à des projets d'investissement dans les infrastructures globales l'an dernier. Le président de la Banque mondiale a souligné en outre qu'un fonds doté de 50 milliards de dollars sur trois ans a été lancé pour financer les programmes d'échanges commerciaux, dont un quart serait mis à la disposition des économies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Mais si l'Amérique latine semble mieux préparée à faire face à une crise mondiale systémique c'est aussi qu'elle a puisé dans ses propres ressources non pas uniquement financières mais humaines, parfois en faisant fi d'attirer seulement les investisseurs étrangers dont la spécialité est généralement une sorte de politique de terre brûlée. La région a certes été touchée par le ralentissement de l'économie mondiale, mais le fait qu'elle ait moins emprunté et ait accumulé certaines réserves l'expose moins. En revanche, de nombreux pays sont affectés par la fluctuation du prix des matières premières, qui ont enregistré dans certains cas une baisse de 50%. D'où l'importance pour les Etats de garder la main sur cette manne, en jouant aussi la carte des échanges et des programmes intra régionaux.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-942.jpg>]